

DISSERTATION

Il est demandé au candidat :

1. de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
2. de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
3. de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
4. de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Sujet = La protection sociale est-elle encore capable d'assurer la cohésion sociale ?

DOCUMENT 1 –

L'assurance sociale protège les ménages contre la perte de salaire qui résulterait d'une situation de chômage, de maladie ou d'une cessation d'activité. Les prestations d'assurance sociales (chômage, retraite, prestations maladies et maternité de remplacement) sont contingentes au statut d'actif et leur montant dépend des contributions versées. La logique qui prévaut ici est celle de l'assurance.

Les prestations universelles sont distribuées en fonction des besoins. Ce sont des transferts de l'Etat à des populations définies en fonction de caractéristiques ou de besoins reconnus et valorisés par la société. D'une certaine façon, le champ de ces prestations (prestation maladie en nature, allocation familiale) couvre ce que la société considère comme étant des besoins fondamentaux qui doivent être satisfaits pour tout individu indépendamment du niveau de revenu. Ainsi, les allocations familiales visent à compenser la diminution du niveau de vie que subissent les ménages avec enfants par rapport aux ménages sans enfants.

Les prestations d'assistance ont directement comme objectif d'assurer une redistribution financière minimale (RMI, minima sociaux, allocation logement, etc.). Leur versement est soumis à conditions de ressources et n'est pas lié à une quelconque contribution de la part des bénéficiaires. Elles doivent permettre aux individus et aux familles sans ressources de survivre sans trop les désinciter au travail.

(Source : R.Hugounenq et H.Sterdiniak, *Réformer la protection sociale ?* Cahiers français n° 292, juillet 1999)

DOCUMENT 2 –

Selon Pierre Rosanvallon (*La Crise de l'Etat-providence*, 1981) l'Etat-providence connaît depuis les années 1970 une triple crise. Il doit d'abord faire face à des difficultés financières : la fin de la forte croissance des Trente Glorieuses remet en cause le mode de financement de l'Etat tandis que la prise en charge sociale et économique des victimes de la récession accroît ses dépenses. Les impôts touchent une part toujours croissante de la population et deviennent de plus en plus impopulaires. Ensuite son efficacité est de plus en plus contestée. En effet, l'Etat ne parvient pas à résoudre les problèmes socio-économiques comme il semblait y parvenir auparavant. Le chômage augmente, la mobilité sociale diminue. La théorie économique remet en cause le compromis keynésien et l'efficacité de l'Etat. Enfin il subit une crise de légitimité. L'opacité des dépenses publiques suscite des questions quant à l'utilisation de la solidarité nationale. L'Etat-providence est devant la question de sa limite sociale et ses mesures sont davantage perçues comme des impôts supplémentaires que des opportunités de redistribution.

(Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat-providence>, 2009)

DOCUMENT 3 – Structure des dépenses et des recettes de la protection sociale en France (en %)

Prestations sociales	1960	1990	2009	Prélèvements	1960	1990	2009
Vieillesse	35,6	42,7	44,9	Cotisations sociales	80,6	79,5	52,3
Santé	33,3	34,1	35,6	- Cotisations employeur	59,9	51,9	32,1
Famille et Maternité	28,1	10,7	9,2	- Cotisations salariés	17,4	22,9	16,5
Emploi	1,2	8,7	6,2	- Cotisations indépendants	3,3	4,7	3,7
Logement	1,0	2,9	2,6	Impôts	19,4	20,5	47,7
Pauvreté, exclusion	0,8	0,8	1,5	- Contributions publiques	19,4	13,9	13,7
Total	100	100	100	- Impôts (CSG, taxes)	0,0	6,6	34,0
En % du PIB	13,3	21,6	29,2	Total	100	100	100

(Source : Comptes de la protection sociale, Drees 2010)

DOCUMENT 4 –

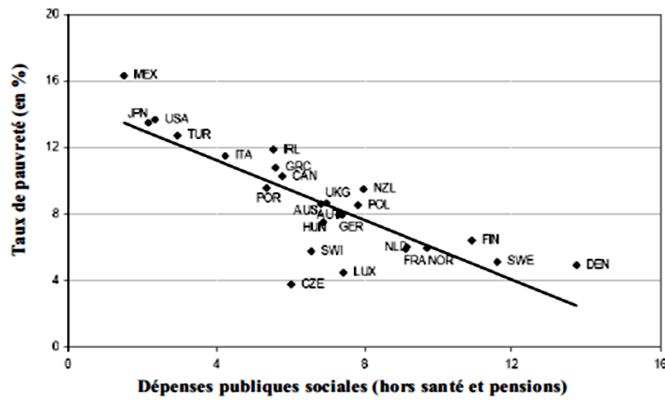
Le niveau élevé des prélèvements sociaux pourrait pénaliser l'emploi. En France, le SMIC brut horaire est de 8,27 euros en juillet 2006. Le coût pour l'employeur est de 11,5 euros. Le gain net pour le salarié est de 6,5 euros. Les prélèvements sociaux sont au total de 5 euros par heure de travail au SMIC, soit un montant équivalent à 77% de la rémunération nette du salarié. Ce pourcentage a doublé depuis les années 1950. Ce poids croissant des cotisations sociales aurait pu jouer un rôle dans la montée du chômage, particulièrement pour les travailleurs peu qualifiés. Certes, les cotisations sociales ouvrent des droits à la retraite, à l'indemnisation du chômage et à l'assurance maladie, et sont des éléments de revenus différés. Mais il n'en reste pas moins que les déséquilibres croissants des différentes branches de la protection sociale, au premier rang desquels figure celui du financement des retraites, augmentent le coût du travail sans forcément améliorer le revenu net des salariés.

(Source : Jérôme Gautier et Yannick L'Horty, *Croissance, emploi et développement*, Edition la découverte, collection repères, 2007)

DOCUMENT 5 –

**TAUX DE PAUVRETÉ DES PERSONNES EN ÂGE DE TRAVAILLER
ET DÉPENSES PUBLIQUES SOCIALES – 2000**

(en points de PIB)

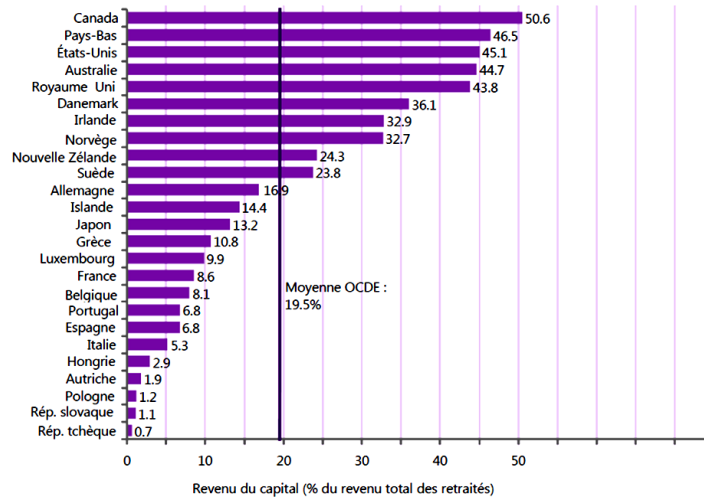


Note : Les dépenses publiques sociales ici prises en compte sont les dépenses publiques sociales hors santé et pensions. La pauvreté est définie relativement au seuil de la moitié du revenu disponible médian des ménages corrigé de leur composition.

Source : OCDE

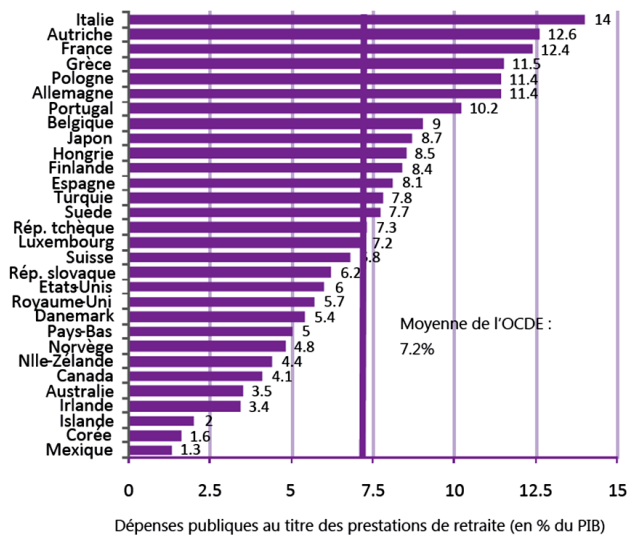
DOCUMENT 6 –

4 Rôle de l'épargne-retraite privée



Source : base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus ;

4 Dépenses publiques au titre des prestations de retraite en 2005



Source : Les pensions dans les pays de l'OCDE 2009.

PROTECTION SOCIALE ET COHESION SOCIALE

Introduction :

- ✓ *Amorce* = Après les réformes de 1993, 2003 et 2007 sur les retraites, le gouvernement français entame une nouvelle série de négociations pour tenter d'équilibrer le régime de retraite par répartition qui assure une solidarité entre ceux qui ont un emploi et les retraités. Dans le même temps, Barack Obama fait voter une loi qui étend l'assurance maladie à l'ensemble de la population américaine (les clandestins exceptés).
- ✓ *Problématique* = L'Etat et les organismes de protection sociale sont-ils encore capable de prendre en charge l'ensemble des risques sociaux de telle façon que tous les individus aient leur place dans la société et aient le sentiment d'y appartenir ? La montée du chômage, l'augmentation de la pauvreté et le vieillissement de la population ne vont-ils pas poser des problèmes insurmontables au financement de la protection sociale ? La solidarité est-elle encore une valeur partagée par tous les membres de la société ? Les réformes successives de la protection sociale ne sont-elles pas en train de remettre en cause cette cohésion ?
- ✓ *Annonce du plan* = Après avoir présenté les menaces que fait peser la crise économique et sociale sur les systèmes de protection sociale, nous montrerons que ces systèmes diffèrent selon les pays et sont plus ou moins efficaces pour préserver la cohésion sociale.

1 - LES SYSTEMES DE PROTECTION SOCIALE SONT EN CRISE...

Phrase introductive = La protection sociale, qui regroupe l'ensemble des dispositifs mis en place pour assurer et aider les individus devant les risques majeurs de l'existence (chômage, maladie, vieillesse, famille, pauvreté), établit une double solidarité horizontale (entre les cotisants et les bénéficiaires du système dans le système assurantiel) et verticale (entre les riches et les pauvres dans le système d'assistance). Elle se substitue aux solidarités traditionnelles qui faisaient intervenir la famille et la paroisse en cas de besoins. La crise économique et sociale, qui débute dans les années 1970, va provoquer une triple "crise de l'Etat-Providence" selon les termes de Pierre Rosanvallon (1981) (**Doc 2**).

A - UNE CRISE DE FINANCEMENT

- ✓ *D'une part, le ralentissement de la croissance dans les pays développés et la montée du chômage vont se traduire par une moindre croissance des prélèvements obligatoires.* En effet, les cotisations sociales sont assises sur les salaires et toute augmentation du chômage se traduit par une perte de recettes pour le système des assurances sociales. De même, le ralentissement de la hausse des revenus se traduit par un ralentissement des impôts pour le système béveridgien (**Doc 1 et 2**).
- ✓ *D'autre part, la croissance du chômage, l'apparition d'une "nouvelle pauvreté" et le vieillissement des populations se traduisent par une montée des dépenses sociales.* La hausse du chômage implique une augmentation des allocations chômage versées à ceux qui ont suffisamment cotisé et des revenus d'assistance à ceux qui n'y ont pas droit. La pauvreté doit être combattue par de nouvelles allocations d'assistance (RMI en 1988). Le vieillissement implique une hausse des retraites et des dépenses maladies (**Doc 1, 2 et 3**).
- ✓ *En conséquence, les dépenses sociales augmentent plus vite que les recettes.* C'est ce qu'on appelle un « effet de ciseaux ». Dans les pays où la protection sociale est financée par l'impôt, ce sont les budgets des Etats qui deviennent fortement déficitaires (en GB, par exemple). Dans les pays où la Sécurité sociale est financée par des cotisations, ce sont les déficits des caisses sociales qui deviennent préoccupants (le « trou » de la Sécurité sociale en France, par exemple) car le système est de plus en plus financé par de l'endettement (**Doc 2**).

B - UNE CRISE D'EFFICACITE

- ✓ *Les systèmes d'assurance financés par des cotisations sociales jouent contre l'emploi.* En France, en Allemagne, les cotisations sociales sont présentées par les libéraux comme des *charges sociales*, qui pénaliseraient la compétitivité des entreprises et empêcheraient les embauches. D'une part, des coûts trop élevés rendent les produits moins compétitifs au moment où le marché se mondialise. D'où une moindre croissance des exportations et de la production qui pénalise la création d'emplois. D'autre part, le coût du travail deviendrait supérieur à ce qu'il rapporte ce qui incite les firmes à délocaliser les emplois (**Doc 2 et 4**).
- ✓ *Les systèmes d'assistance financés par l'impôt découragent l'activité et l'innovation.* Pour les libéraux, les prélèvements obligatoires peuvent, en effet, décourager le travail, l'épargne et l'investissement, ce qui nuit à la croissance et à l'emploi (Courbe de Laffer : "L'impôt tue l'impôt"). De même, les prestations sociales peuvent conduire certains à préférer le chômage au travail (**Doc 2 et 4**).
- ✓ *La redistribution de prestations sociales n'a pas su éliminer le chômage (crise du Keynésianisme) et n'a pas sensiblement réduit la pauvreté (les "nouveaux pauvres").* D'une part, les prestations d'assistance ont tendance à maintenir les pauvres dans leur situation (phénomène de la "trappe à pauvreté"). D'autre part, le « filet » de la protection sociale « a des trous », c'est-à-dire qu'une partie de la population ne bénéficie pas du système de protection et reste exposée aux risques sociaux (les jeunes de moins de 25 ans n'ont pas droit au RSA, par exemple). Enfin, la protection sociale réduit mal les inégalités parce que le système redistributif est plus horizontal (des actifs occupés aux retraités) que vertical (des riches vers les pauvres) (**Doc 2**).

C - UNE CRISE DE LEGITIMITE

- ✓ *La gestion des dépenses sociale est opaque.* Elle suscite des questions quant à l'utilisation de la solidarité nationale. Ainsi, la gratuité de certains soins médicaux ou de certains médicaments n'entraînent-ils pas du gaspillage ? N'y-a-t-il pas un détournement des allocations chômage, des allocations familiales ou des minima sociaux ? (**Doc 2**)
- ✓ *La protection individuelle est préférée à la protection collective pour la partie la plus riche de la population.* Si les classes sociales les plus aisées adhèrent à une assurance privée, une solidarité nationale est-elle encore possible ? (**Doc 2**)
- ✓ *L'Etat ayant pris en charge la protection des individus, ceux-ci se sentent plus dégagés des liens et des solidarités traditionnelles.* Cela peut expliquer en partie la désaffiliation : ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont plus protégés par le système, ne trouvent plus aucun secours dans la société, et sont renvoyés à leur responsabilité individuelle sur un mode très culpabilisant (**Doc 2**).

Conclusion partielle = La protection sociale semble donc remise en cause dans sa capacité à établir une solidarité collective entre les citoyens et à la financer. Les réformes des systèmes de protection sociale vont-ils tous dans le sens d'un effritement de la sécurité sociale non marchande au profit de systèmes individualisés et marchands ?

2 - SANS QUE CELA REMETTE EN CAUSE TOTALEMENT LA COHESION SOCIALE

A - LE SYSTEME SCANDINAVE COMBINE AUTONOMIE ET FORTE COHESION

Phrase introductive = Le modèle scandinave a pour objectif de réduire les inégalités et d'accorder universellement des revenus importants afin de rendre les individus autonomes et responsables. Le critère d'attribution est la citoyenneté et les prestations sont distribuées par des institutions décentralisées. Quels sont ses effets sur la cohésion sociale ?

- ✓ *Les prestations universelles sont élevées grâce à l'acceptation d'une imposition élevée par la population.* Ainsi, la politique familiale scandinave consiste en des aides continues et fortes pour les parents de jeunes enfants accompagnés de congés longs pour les hommes et pour les femmes et d'un fort investissement dans les structures d'accueil très performantes. Résultat : les femmes ne sont pas exclues du marché du travail, partagent une partie des activités domestiques avec leur conjoint et peuvent avoir une fécondité relativement élevée. Il en est de même pour les allocations chômage accompagnées d'un suivi du chômeur qui lui permettent de retrouver un emploi plus rapidement que dans les autres pays ou des allocations versées aux jeunes pour leur autonomie (**Doc 1**)...
- ✓ *En conséquence, les inégalités sont réduites ce qui renforce la cohésion sociale.* Ce sont dans les pays scandinaves que l'inégalité est la plus faible (les 10% les plus riches sont 2,8 fois plus riches que les 10% les plus pauvres) alors qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni elle est bien plus forte (4,3 en GB). Ce sont les pays scandinaves qui ont le taux de pauvreté le plus faible (4,5% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté en Suède) alors que ce sont eux qui dépenses le plus pour le social (12% du PIB) (**Doc 5**).
- ✓ *Cependant, ces pays, qui ont des dépenses publiques importantes, sont tentés de confier une partie de la protection sociale à des organismes privés* (responsabilisation et individualisation). Ainsi, la réforme des retraites en Suède introduit des éléments de capitalisation (23% des prestations vieillesse en proviennent) qui s'ajoutent aux prestations universelles (7,7% des dépenses publiques sont consacrées aux retraites en 2005). Le système scandinave arrive donc à concilier autonomie individuelle et solidarité collective (**Doc 6**).

B - LE SYSTEME CORPORATISTE EUROPEEN TENTE DE PRESERVER LA COHESION SOCIALE

Phrase introductive = Le modèle corporatiste privilégie la solidarité intergénérationnelle (assurances sociales) mais n'oublie pas les pauvres qui échappent à la couverture assurantielle. Comment a-t-il fait face à la crise ?

- ✓ *Tout d'abord, il a développé son système assurantiel tout en modifiant son financement.* En France, les dépenses pour les retraites, la santé et le chômage représentent plus des quatre cinquièmes des dépenses sociales. Elles ont progressé plus vite que le PIB avec la montée en charge du régime des retraites, le vieillissement et le chômage de masse. La solidarité horizontale a donc pleinement fonctionné mais, pour alléger le coût pour les entreprises, le financement a été assuré de façon croissante par les impôts (20% des recettes en 1960, près de la moitié en 2009) (**Doc 3 et 6**).
- ✓ *Ensuite, il a comblé les trous de la sécurité sociale en développant des prestations universelles et des prestations d'assistance* (RMI en 1988...). Les dépenses pour les pauvres, qui représentaient 2% du total des dépenses sociales en 1960, ont vu leur part doubler en 50 ans. La solidarité verticale entre riches et pauvres a donc également fonctionné pour maintenir la cohésion sociale (**Doc 3**).
- ✓ *Cependant, il a tendance à réduire le montant des prestations et à exiger en retour une activation des dépenses sociales.* Les médicaments et les soins de santé seront moins remboursés pour inciter les malades à mieux contrôler leur visite aux médecins. Le montant des retraites diminue (désindexation sur les salaires, décote pour ceux qui n'ont pas assez cotisé) ce qui devrait inciter les actifs à plus épargner et à travailler plus longtemps. Les chômeurs voient leurs prestations perdre en pouvoir d'achat et être versées sur une période plus courte ce qui devrait les inciter à accepter n'importe quel emploi. Robert Castel constate cet effritement de la protection sociale et parle de "L'insécurité sociale" (2003).

C - LE SYSTEME LIBERAL ANGLO-SAXON CONFIE LA COHESION SOCIALE A D'AUTRES INSTITUTIONS

Phrase introductive = Le modèle libéral anglo-saxon ou résiduel est favorable à une marchandisation de la protection sociale. Les prestations sociales, financées par l'impôt, sont faibles et concentrées sur les pauvres. Le reste de la population confie sa protection à des institutions privées. Qu'en résulte-t-il pour la cohésion sociale ?

- ✓ *L'intégration dans ces pays passe essentiellement par l'emploi et la protection relève des assurances privées.* Ainsi, les jeunes anglais ou les jeunes américains ne peuvent trouver leur autonomie qu'en prenant rapidement un emploi. Ils ne s'agit plus de se réaliser comme les jeunes danois mais de gagner rapidement de l'argent et de s'enrichir. De même, la retraite est assurée par un système par capitalisation qui représente près de la moitié des prestations reçues (**Doc 6**).
- ✓ *La protection publique se concentre sur les pauvres.* Ils sont considérés comme responsables de leur situation et doivent, en contrepartie des aides reçues, montrer leur volonté d'intégration. Ainsi, les pauvres ne peuvent recevoir une aide sociale qu'à la condition d'accepter des emplois précaires et dévalorisés (le "workfare"). En conséquence, l'inégalité est plus forte dans ces pays et elle est mieux acceptée. La cohésion sociale n'est pas seulement confiée à l'Etat (**Doc 5**).
- ✓ *Cependant, l'efficacité des assurances privées est, de nos jours, remise en cause.* Les systèmes de santé américains et britanniques sont moins efficaces que ceux des autres pays. L'Etat a dû étendre la couverture santé à tous les américains et les britanniques ont augmenté fortement leurs dépenses pour les hôpitaux publics. De même, les crises boursières récurrentes ont remis en cause la validité des régimes par capitalisation.

Conclusion :

- ✓ *Rappel de la démonstration* = La crise a provoqué un effritement de la protection sociale sans véritablement remettre en cause son rôle dans la cohésion sociale. Les réponses à la crise diffèrent selon les pays même si on peut noter une certaine convergence dans les réformes.
- ✓ *Ouverture* = La cohésion sociale ne relève pas seulement de la protection sociale. Les autres interventions de l'Etat (les services publics, la politique éducative...), le rôle des associations et la citoyenneté ont aussi un rôle éminent à jouer.

1 - Termes du sujet :

Protection sociale = Ensemble des dispositifs mis en place pour assurer et aider les individus devant les risques majeurs de l'existence (chômage, maladie, vieillesse, famille, pauvreté).

- Assurances sociales prises en charge par la sécurité sociale ou des systèmes mutualistes ou des assurances privées => mutualiser les risques entre cotisants
- Assistance sociale prise en charge par l'Etat ou par des organisations caritatives => contenir la pauvreté et réduire les inégalités de revenus

Cohésion sociale = situation dans laquelle les membres d'une société entretiennent des liens sociaux, partagent les mêmes valeurs et ont le sentiment d'appartenir une même collectivité

- La cohésion sociale suppose une intégration des individus et des groupes sociaux à la société (solidarité organique...)
- La cohésion sociale suppose que les relations sociales soient régulées (limitation des inégalités...)

2 - Champ spatial et temporel

- Pays développés
- De nos jours

3 - Problématique

L'Etat et les organismes de protection sociale sont-ils encore capable de prendre en charge l'ensemble des risques sociaux de telle façon que tous les individus aient leur place dans la société et aient le sentiment d'y appartenir ? La montée du chômage, l'augmentation de la pauvreté et le vieillissement de la population ne vont-ils pas poser des problèmes insurmontables au financement de la protection sociale ? La solidarité est-elle encore une valeur partagée par tous les membres de la société ? Les réformes successives de la protection sociale ne sont-elles pas en train de remettre en cause cette cohésion ?

4 - Réponse possible

- La capacité de la protection sociale à assurer la cohésion sociale semble s'effriter = crise de l'Etat-Providence
- Mais, en réalité, elle se maintient et se transforme pour préserver la cohésion sociale

5 - Analyse des documents

Document 1

- Les prestations d'assurance visent à compenser les pertes de revenus due à la maladie, le chômage ou la retraite. Elles sont financées par des cotisations sociales prélevées sur les salaires ou sur les revenus et ne sont distribuées qu'à ceux qui ont cotisé. Elles établissent une solidarité intergénérationnelle et collective entre les cotisants et ceux qui reçoivent une prestations => Modèle Bismarckien corporatiste ou continental (Allemagne, France...)
- Les prestations universelles visent à répondre à certain nombre de besoins jugés fondamentaux en offrant des prestations qui ne dépendent pas du revenu des personnes (allocation familiale, remboursement des dépenses de santé...). Elles sont en général financées par l'impôt et prises en charge par l'Etat => Modèle Beveridgien ou Scandinave
- Les prestations d'assistance ne sont distribuées qu'aux pauvres sans contrepartie. Elles sont financées par l'impôt ce qui établit une solidarité entre les riches et les pauvres et permet de soutenir la croissance et donc l'emploi => Modèle libéral ou résiduel ou anglo-saxon (Etats-Unis, GB...).

=> La protection sociale est donc un puissant facteur de cohésion sociale puisqu'elle lie de façon collective les individus entre eux et établit une solidarité horizontale et verticale.

Document 2

- Trois aspects de la crise de l'Etat-Providence
 - ✓ Une crise financière = le ralentissement de la croissance et la montée du chômage entraînent une moindre rentrée des cotisations sociales alors que le vieillissement et le chômage provoquent une forte augmentation des dépenses sociales (effet de ciseaux) => déficit de la sécurité sociale et endettement.
 - ✓ Une crise d'efficacité = la redistribution de prestations sociales n'a pas su éliminer le chômage (crise du Keynésianisme) et n'a pas sensiblement réduit la pauvreté (les "nouveaux pauvres"). Les cotisations sociales pèsent sur la compétitivité des firmes et les exportations ce qui ralentit la croissance et augmente le chômage.
 - ✓ Une crise de légitimité = les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations) sont de plus en plus contestés par les libéraux et les riches parce qu'ils sont gaspillés par une bureaucratie administrative, parce qu'ils paralysent l'initiative privée et parce que les prestations d'assistance encourage la paresse et maintient les pauvres dans leur pauvreté.

=> La solidarité nationale rencontre des difficultés pour se financer et se justifier. Elle est soumise aux attaques de ceux qui préfèrent les solidarités traditionnelles (famille, paroisse) et le lien marchand => risque de décohésion sociale.

Document 3

- La protection sociale prend en charge cinq risques sociaux majeurs :
 - ✓ La vieillesse : retraite minimale, retraite des assurés sociaux, dépendance. Elle représente les 2/5ème des dépenses sociales et sa part est croissante avec le vieillissement de la population et l'amélioration de la couverture.
 - ✓ La maladie : indemnités journalières, frais médicaux, hospitalisation, allocation pour handicapés. Elle représente 1/3 des dépenses et elles augmentent plus vite que le PIB avec le vieillissement de la population, la hausse du coût des traitements médicaux et la gratuité des soins.
 - ✓ La famille : allocation familiale, allocation de parents isolés. Sa part est inférieure à 10% du total des dépenses à la suite de la baisse de la fécondité et d'un affaiblissement de la politique familiale.
 - ✓ Le chômage : allocation chômage, stage de reconversion... Sa part a augmenté avec le chômage de masse mais elle fluctue en fonction de l'évolution du chômage et des politiques de réduction des avantages pour les chômeurs.

- ✓ La pauvreté : RSA, allocation logement... Sa part a doublé en quarante ans car l'Etat a tenté d'améliorer le sort des pauvres mais elle ne représente qu'un vingtième du total des dépenses sociales.
 - La protection sociale est financée par deux sources principales :
 - ✓ Les cotisations sociales payées par les employeurs et les salariés qui financent l'assurance sociale. Elles représentaient les 4/5ème des recettes en 1960 et n'en représentent plus que la moitié de nos jours car l'Etat a réduit les cotisations patronales pour inciter les patrons à embaucher les salariés peu qualifiés et pour redonner de la compétitivité des entreprises.
 - ✓ Les impôts qui finançaient au départ l'assistance sociale mais qui finance de plus en plus l'assurance. Leur part est passé du cinquième à près de la moitié des recettes.
 - La part des dépenses de protection sociale dans le PIB a plus que doublé ce qui montre que ces dépenses ont progressé deux fois plus vite que les richesses créées et que l'Etat a étendu la couverture sociale à toute la population.
- => La solidarité nationale s'est donc étendue avec et ce malgré la crise économique. L'Etat a renforcé les liens horizontaux (entre les jeunes et les personnes âgées, entre les bien portants et les malades, entre ceux qui ont un emploi et les chômeurs) et les liens verticaux (entre les riches et les pauvres) pour maintenir la cohésion de la société.

Document 4

- Les cotisations sociales pénalisent l'emploi pour deux raisons :
 - ✓ Elles augmentent le coût du travail ce qui n'incite pas les entreprises à embaucher les travailleurs non qualifiés dont la productivité est inférieure à ce qu'ils coûtent => chômage et dépenses sociales accrues.
 - ✓ Elles diminuent la compétitivité des firmes ce qui ralentit leurs exportations et ce qui les incite à délocaliser l'emploi => hausse du chômage.
 - Le financement de la protection sociale a exigé une hausse des prélèvements obligatoires qui a pesé sur la hausse du pouvoir d'achat des salaires nets des travailleurs => hausse moins rapide de la consommation et de la production => hausse du chômage.
- => Effets pervers de la protection sociale que dénoncent les libéraux => allègement des prélèvements => réduction des dépenses sociales (non remboursement des médicaments, diminution du montant des retraites ou du montant des allocations chômage...)

Document 5

- Forte corrélation entre l'importance des dépenses sociales et la faiblesse de la pauvreté
 - Le modèle scandinave l'emporte largement sur le modèle corporatiste et sur le modèle résiduel : la suède consacre 12% de son PIB aux dépenses sociales et n'a que 4% de sa population qui est pauvre alors que les Etats-Unis n'y consacrent que 4% de leur PIB et ont un taux de pauvreté proche de 15% de la population.
- => La protection sociale renforce bien la cohésion de la société en réduisant les inégalités et la pauvreté mais aussi en améliorant les conditions de vie de la population (santé) et en permettant aux individus de vivre de façon autonome (jeunes, femmes...).

Document 6

- La prise en charge des retraités oppose trois modèles :
 - ✓ Les pays qui se reposent principalement sur les assurances privées : aux Etats-Unis et en GB, les retraites proviennent à moitié du capital accumulé au cours de leur vie active par leurs salariés et la part des dépenses publiques pour les retraites est faible (6% du PIB américain ou britannique) et réservée aux pauvres.
 - ✓ Les pays qui se reposent principalement sur une protection publique assurantielle ou assistancielle : la France, l'Italie. Les revenus du capital dans le total de la retraite sont faibles (moins de 10%) et la part des dépenses publiques pour les retraites dans le PIB est forte (plus de 10% du PIB).
 - ✓ Les pays qui mélangent le privé et le public : les pays scandinaves qui offrent des retraites importantes à la fois par un système de capitalisation et un système d'aide sociale.
 - Les pays qui ont des dépenses publiques importantes sont tentés de confier une partie de la protection sociale à des organismes privés (responsabilisation et individualisation) ou à des mutuelles (santé) ou à des organismes caritatifs.
- => Tentation d'individualiser ou de communautariser la protection sociale => remise en cause de la cohésion sociale.